

Le gaspillage alimentaire prend des proportions alarmantes

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4510 - Dimanche 24 juin 2018 - Prix : 10 DA

FFS

Hadj Djilani plaide pour une «alternative démocratique» impliquant les citoyens

Page 3



Appel au Président Bouteflika pour un 5^e mandat

Ouyahia explique le choix du RND

Page 3

Les médecins résidents reprennent du service aujourd'hui

Huit mois de grève, huit mois de calvaire pour les malades



PH/DR

Après un bras de fer qui a duré huit longs mois et qui a abouti à une situation difficile, outre les hôpitaux abandonnés et les malades livrés à eux-mêmes à cause du manque de prise en charge par ce personnel médical, les médecins résidents ont décidé de geler leur mouvement de contestation et de reprendre le travail à compter d'aujourd'hui.

Lire page 2

Oran/Hôpital «1^{er}-Novembre»

Près de la moitié des grossesses réussies sur 118 inséminations artificielles

Page 4

Livre / «Long... est le chemin» de Mohamed Djaafar

Une histoire à dimension humaine

Page 13

Les médecins résidents reprennent du service aujourd'hui

Huit mois de grève, huit mois de calvaire pour les malades

■ Après un bras de fer qui a duré huit longs mois et qui a abouti à une situation difficile, outre les hôpitaux abandonnés et les malades livrés à eux-mêmes à cause du manque de prise en charge par ce personnel médical, les médecins résidents ont décidé de geler leur mouvement de contestation et de reprendre le travail, à compter d'aujourd'hui.

Par Louiza Ait Ramdane

C'est au terme d'une réunion du bureau national du collectif autonome des médecins résidents algériens (Camra), que la décision de gel de la grève a été entérinée en accord avec la majorité des résidents qui ont voté en faveur de ce gel lors des assemblées générales la semaine écoulée. « Sur les 13 facultés de médecines, 10 ont voté pour la reprise du travail et le gel de la grève », a détaillé le délégué du Camra pour la wilaya de Sétif, Nazim Soualili, faisant savoir que les délégués des facultés de Tizi-Ouzou, Blida et Batna se sont opposés à cette décision. « Cela étant, les médecins relevant de ces facultés seront amenés à suivre la décision de la majorité », a-t-il commenté. Les résidents justifient la décision de surseoir au mouvement de protestation par deux raisons. La première est le congé des administrations durant la saison estivale, dont la conséquence immédiate est l'absence d'interlocuteurs. La deuxième raison est qu'en été, nombreux sont les médecins qui vont en vacances, ce qui se traduit par une diminution des moyens humains face à une demande en

soins qui, elle, augmente. La reprise du travail n'est donc pas due à la mesure prise par le ministère de la Santé de bloquer les salaires des grévistes, selon les résidents. « Conscients de notre responsabilité à nous montrer proactifs dans le règlement satisfaisant de cette situation qui voit l'avenir de milliers de résidents engagé et afin de permettre le rétablissement du dialogue avec nos deux ministères de tutelle, après concertation et vote majoritaire, nous venons une fois de plus témoigner de notre bonne foi en appelant l'ensemble des médecins résidents au gel de la grève à partir du dimanche 24 juin », lit-on dans le communiqué du Camra. « Nous ne renonçons pas à nos principes. Mais ça ne sert à rien de continuer le mouvement du moment que nous n'avons aucun interlocuteur », affirme le D' Omar Mohamed Sahnoun, porte-parole du Collectif autonome des médecins résidents algériens (Camra). Selon le collectif l'arrêt de la grève n'est pas définitif. Il s'agit d'un gel et non d'un arrêt définitif de la grève, indiquent les résidents. « Les résidents ont clairement exprimé leur volonté de geler la grève en ces circonstances. Geler la grève, non la contestation, encore moins le



combat. C'est une pause pour évaluer nos acquis. Cela va nous donner le temps de remobiliser nos troupes, en ayant de nouveaux objectifs », ajoute-t-il. Pour rappel, le ministre de la Santé s'est montré depuis le début du débrayage en novembre dernier, disposé à la reprise du dialogue avec les médecins résidents si ces derniers gèlent au préalable

leur grève qui n'a pas été sans conséquence sur les hôpitaux où l'administration a remplacé, au lendemain de l'arrêt des gardes, les futurs spécialistes par des généralistes, notamment au pavillon des urgences médicales et chirurgicales. Malgré les réponses favorables du ministère de la Santé à nombre de revendications des résidents

relevant de ses prérogatives, les blouses blanches semblaient insatisfaites et la situation a connu à plusieurs reprises un blocage. Le ministre de la Santé avait déclaré à la Télévision nationale, le 16 mai dernier qu'il ne saurait y avoir de dialogue sans une reprise du travail, des études et des gardes.

L. A. R.

Fêtes de mariage en Algérie

Le gaspillage alimentaire prend des proportions alarmantes

C'est des plats entiers, des morceaux de viande intacts, des bouteilles de jus que les convives ont à peine ouvert, des grandes quantités de couscous, légumes, salade qu'on retrouve dans les sacs poubelles posés devant les salles des fêtes après chaque fin de mariage.

Les mariages en Algérie sont devenus une occasion pour dépenser et gaspiller le plus possible. En effet, maintenant que le mois sacré du ramadhan est fini, les fêtes de mariage sont déjà là. Les dépenses sont nombreuses et les concertés par ces fêtes ne les calculent pas et souhaitent ne manquer de rien le jour J. Après avoir loué une salle des fêtes dont les tarifs varient selon la salle, le lieu et les heures, entre 100 000 DA et 250 000 DA, payer un groupe de musique qui coûtera entre 100 000 DA et 300 000 DA selon le groupe de musique ou l'artiste qui animera le mariage, vient après les gâteaux pour les invités qui ont vu leurs prix s'envoler d'année en année atteignant, aujourd'hui, 70 DA le gâteau... Enfin, il faut aussi préparer un bon dîner pour les invités. Dans ce cas là, les familles qui organisent le mariage, de peur de manquer de nourriture, double souvent la quantité à préparer, et c'est souvent cette quantité en plus qui finit à la poubelle en raison du manque de place dans les réfrigérateurs, les centaines de plats, de quoi organiser un second mariage, ou nourrir la moitié des SDF de la capitale, laissés à la canicule finissent par tourner et partent directement à la poubelle. Salim, un serveur rencontré devant une des salles des fêtes les plus prisées à Ain Benian nous affirme que c'est le même cas partout dans les salles

où il a souvent l'habitude de travailler. « Je travaille partout comme serveur et c'est le même cas dans la majorité des salles, les gens gaspillent trop, à la fin de chaque service, on jette des quantités inimaginables de nourriture, des plats qu'on a servis mais que les invités ont à peine touché finissent directement à la poubelle, des morceaux de viande, des quantités de couscous, des légumes, salades ». Il ajoute : « Des fois on tente de prendre avec nous les restes mais les patrons des salles et même les familles des mariés nous l'interdisent et préfèrent jeter ce de nous les donner, c'est dommage ! » Son collègue nous explique que « parfois ont a du mal à comprendre certaines personnes qui, durant toute l'année, se plaignent de la cherté de la vie et s'offrent des mariages royaux qu'ils ne peuvent même pas se permettre, ils se ruinent pour juste se faire remarquer et dépensent des sommes inimaginables pour des diners de luxe dont la moitié finit souvent à la poubelle ». Pour rappel, déjà durant le mois de ramadhan, environ 10 millions de baguettes de pain ont été jetées chaque jour dans les poubelles en Algérie, indiquait la Fédération algérienne des consommateurs (FAC). Selon Mohamed Abidi, vice-président de cette fédération, ce nombre de baguettes de pain jetées équivalait à 80 millions de DA par jour. De son côté, la responsable de la communication et du développement à Netcom, Nassima Yakoubi, a affirmé que le gaspillage alimentaire a pris de l'ampleur ces dernières années et les citoyens ne semblent pas conscients de la gravité de leurs actes.

Thininene Khouchi

Du 25 au 29 juin à Washington

Guitouni prend part à la conférence mondiale sur le gaz

LE MINISTRE de l'Énergie, Mustapha Guitouni, prendra part à la Conférence mondiale sur le gaz (WGC 2018) qui se tiendra à Washington DC du 25 au 29 juin à Washington. Cette conférence, l'une des plus importantes réunions mondiales de l'industrie du gaz, réunit des dirigeants influents, des décideurs, des acheteurs, des vendeurs et des experts. Conduite depuis 1931 par l'Union internationale du gaz (IGU), cette manifestation triennale vise à faire valoir l'industrie du gaz naturel tout en traitant des problématiques opportunes sur les questions stratégiques, commerciales et techniques auxquelles est confrontée toute la chaîne gazière.

M.N.

ONG africaines

2^e Conférence internationale en novembre à Alger

LA 2^E Conférence internationale des ONG africaines, membres du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC), se tiendra du 19 au 21 novembre prochain, à Alger, a-t-on appris samedi auprès des organisateurs. Placée sous le thème « Préparer l'Afrique au défi de la crise migratoire et du développement économique et social du continent dans le cadre d'une préparation accrue et d'un partenariat solide entre société civile, pouvoirs publics et secteur privé », cette 2^e conférence s'inscrit dans la continuité des recommandations de la 1^{re} Conférence, tenue en décembre 2017 dans la capitale guinéenne, Conakry. Parmi les principaux objectifs retenus dans le cadre de cette conférence, figure notamment, la préparation d'une stratégie commune pour entendre la voix de l'Afrique dans toute sa composante économique, politique et sociale, en vue du prochain « Forum mondial sur la migration et le développement », qui se tiendra du 5 au 7 décembre 2018 au Maroc, ainsi que la « Conférence internationale sur la migration 2018 », organisée par l'ONU aussi au Maroc les 10 et 11 décembre, la même année.

L. F.

Appel au Président Bouteflika pour un 5^e mandat

Ouyahia explique le choix du RND

■ Hier, dans une conférence de presse clôturant la 5^e session du Conseil national du RND, Ahmed Ouyahia s'est expliqué sur le soutien accordé par son parti politique en faveur d'un 5^e mandat du chef de l'Etat.

Par Lynda Naili

Ahmed Ouyahia, secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), sans déclarer une négation claire et catégorique quant à ses ambitions présidentielles d'avril 2019, notamment dans la cas où Bouteflika ne se présenterait pas pour sa propre succession, s'est contenté de cadrer sa réponse en affirmant que son parti a appelé le chef de l'Etat à se présenter pour un 5^e mandat, jeudi dernier lors de la tenue de la 5^e session de son conseil national, afin de «poursuivre sa mission et son sacrifice au service de l'Algérie». Le RND «est engagé dans une position et espère et fera tout pour la faire aboutir».

De ce fait, évoquant une fois de plus «les intérêts de l'Etat» pour justifier la position de son parti sur la question, Ouyahia dira que «c'est un choix qui servira les intérêts de la Nation et de l'Etat». «Dans ces affaires d'intérêt national, poursuivra-t-il, nous n'avons pas pris position pour faire taire les rumeurs mais pour un choix qui nous semble, en tant que famille politique importante sur la scène nationale, servira les intérêts de la nation et de l'Etat algériens». En outre, le patron du RND a tenu à relever que son parti n'était pas le seul à avoir souhaité la candidature du chef de l'Etat pour la cinquième fois.

En ses termes Ouyahia dira : «Notre appel s'inscrit dans un vaste mouvement d'appel qui est en train de monter et surgir, émanant de formations politiques, d'organisations syndicales et de la société civile et nous sommes intimement convaincus de notre position». Ceci tout en soutenant que son parti «n'a pas eu à consulter le président de la République pour lui lancer un appel, pour la raison très simple qu'il est de son droit et de son devoir de faire une analyse de la scène politique nationale et des perspectives et enjeux autour de l'élection présidentielle à venir».

Affaire de la cocaïne : «L'application de la peine de mort contre les trafiquants de drogue»

Sur un autre sujet, interrogé sur l'affaire de la cocaïne saisie au port d'Oran qui a défrayé la chronique cette dernière semaine, d'autant plus que des personnalités importantes sont impliquées, le patron du RND s'est dans un premier temps refusé à tout commentaire sur la question. La raison est que, selon lui, «l'affaire est entre les mains de la justice, laissons-la faire son travail».

Toutefois, il affirmera que son parti, dans sa résolution sanctionnant les travaux du conseil national, a rappelé sa position sur la question «qui n'est pas



nouvelle et qui est doctrinale, à savoir l'application de la peine de mort contre les trafiquants de drogue». Précisant, à ce propos, qu'il ne s'agit pas «d'un jeune qui serait pris dans un contrôle avec un gramme de drogue, celui-là, la justice le jugera selon la loi, mais je parle de ceux qui veulent détruire le pays». Et pour cause,

considérant que l'Algérie «vit une agression à travers la drogue et beaucoup de quantités sont interceptées» grâce à la mobilisation de l'armée et des autres services de sécurité, il estimera que «lorsqu'on voit le flot de drogue qui s'abat sur nos frontières de plusieurs destinations, nous considérons que nous ne sommes pas

dans l'excès de qualifier cela d'agression». «La société algérienne a montré sa fermeté et son unité et les citoyens sont unis quand il s'agit des intérêts du pays, donc on tente de la pourrir de l'intérieur avec la drogue qui est une arme qui attaque d'abord notre jeunesse», a ajouté le patron du RND. L. N.

«La baisse des réserves de change de l'Algérie incite à fournir plus d'efforts»

LA BAISSÉ des réserves de change de l'Algérie, qui devraient atteindre 85 milliards de dollars à la fin de l'année, incite les autorités publiques à fournir «plus d'efforts» pour sortir de la dépendance des hydrocarbures, a indiqué, samedi à Alger, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia.

«A la fin du mois de mai, les réserves de change de l'Algérie s'établissaient à 90 milliards de dollars et devraient baisser à 85 milliards dollars à la fin de l'année en cours, en raison des importations des biens et services», a précisé M. Ouyahia lors d'une conférence de presse animée au terme de la 5^e session du Conseil national du RND.

Pour M. Ouyahia, qui occupe aussi le poste de Premier ministre, «la tendance des hydrocarbures est à la baisse, ce qui doit inciter l'Algérie à faire plus d'efforts à l'avenir», estimant que l'accord auquel est parvenu l'Opep «va freiner les prix».

Dans le même sillage et qualifiant le recours au financement non conventionnel de «choix courageux» du Président Abdelaziz Bouteflika, M. Ouyahia a indiqué que cela a permis à l'Algérie de poursuivre son développement économique, tout en évitant de connaître la même situation de crise qu'en 1986.

Il a ainsi rappelé qu'en septembre 2017 «l'Etat était dans une situation qui n'allait pas lui permettre de payer les fonctionnaires», précisant qu'à la même période de l'année, le Trésor public disposait de 50 milliards DA, alors qu'il lui fallait 150 milliards DA au moins.

«Cette situation aurait pu nous amener à un arrêt total de l'économie nationale dans la mesure où c'était la sécheresse au niveau des banques. Aujourd'hui, la situation a pu être redressée certes, mais il reste encore un long chemin à parcourir, d'autant plus que nous sommes engagés à atteindre un équilibre du budget en 2022», a-t-il ajouté. A une question sur la destination de l'argent du financement non conventionnel ou ce qui est appelé la planche à billets, le secrétaire général du RND a fait savoir que ces fonds vont vers des projets socio-économiques.

«En 2017, nous avons tiré 570 milliards DA pour le budget et le règlement de certaines dépenses. Nous avons aussi soldé 452 milliards DA que Sonatrach devait au Trésor», a relevé M. Ouyahia, ajoutant que «le Trésor public avait sauvé la Banque nationale d'Algérie (BNA) en rachetant en cash 545 milliards DA qu'il avait repris en bons de trésors sur une période de 30 ans».

Toujours en matière de financement non conventionnel, M. Ouyahia a fait savoir que 154 milliards DA ont été dégagés pour les projets AADL, alors que pour l'année 2018, quelque 900 milliards DA sont dégagés pour le financement du déficit qui était de 1 800 milliards DA.

A cela s'ajoutent, a-t-il poursuivi, «les 500 milliards DA consacrés au financement de la Caisse nationale des assurances sociales (Cnas) afin de renflouer les caisses de la Caisse nationale des retraités (CNR), autrement les retraités n'auraient pas perçu leurs pensions», a-t-il conclu. M. O.

FFS

Hadj Djilani plaide pour une «alternative démocratique» impliquant les citoyens

Le premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Mohamed Hadj Djilani, a plaidé, vendredi à Constantine, pour une «alternative démocratique impliquant les citoyens». S'exprimant lors d'un conseil fédéral tenu au siège local du FFS, M. Hadj Djilani a estimé que «le consensus national constitue l'alternative démocratique et requiert l'instauration d'un Etat de droit qui garantira les droits politiques, sociaux et économiques aux citoyens». Il a, dans ce contexte, appelé les militants du parti à «s'organiser davantage» et à multiplier les efforts sur le terrain, «à l'université et dans les communes également pour faire valoir les principes de base du FFS». «L'édification d'un Etat de droit et social est un principe immuable pour le parti et la quête des postes n'a jamais été l'objectif du FFS», a encore souligné M. Hadj Djilani. Au cours de cette rencontre,

M. Hadj Djilani qui a eu à répondre aux préoccupations et aux propositions des militants locaux du FFS, a appelé à faire du parti la «locomotive du développement national». M. L.

Technologie spatiale

Signature d'un mémorandum entre l'Algérie et l'Afrique du Sud

Un mémorandum d'entente sur la coopération dans le domaine de la science et la technologie spatiales a été signé vendredi entre les Agences spatiales algérienne et sud-africaine, lors d'une cérémonie organisée au Centre international de Vienne, indique hier un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Ce mémorandum a été signé, du côté algérien, par le directeur général de l'Agence spatiale algérienne (ASAL), Azzedine Oussedik, et du côté sud-africain, par le directeur général de l'Agence nationale spatiale sud-africaine (SANSA).

A l'occasion de cette cérémonie, M. Oussedik a rappelé les objectifs que parta-

gent l'Algérie et l'Afrique du Sud en matière de recherche spatiale et souligné «la volonté des deux pays de développer des projets communs, dont la réalisation de satellites et la mise en place d'un cadre d'échanges et de coopération entre l'Université d'Oran et l'Université de Stellenbosch».

Le directeur général de l'ASAL «n'a pas manqué de rappeler le fait qu'au-delà de l'intérêt que revêt cette coopération pour l'Algérie et l'Afrique du Sud, celle-ci sert également les intérêts du continent africain dans lequel les deux pays jouent un rôle de leadership».

Le directeur général de l'Agence nationale spatiale sud-africaine a salué, pour sa

part, «l'engagement de l'Algérie en faveur de la coopération interafricaine dans tous les domaines» et a assuré de «la disponibilité de la partie sud-africaine à joindre ses efforts à ceux de l'Algérie en vue de faire bénéficier le continent africain des bienfaits de la science et la technologie spatiales».

En vertu de ce mémorandum d'entente, les deux Agences sont convenues de «promouvoir la politique de la science et la technologie spatiales et les applications associées, ainsi que de contribuer au développement du cadre juridique et afférent en conformité avec les principes de Droit international régissant ce domaine», précise le communiqué. R. N.

Oran/Hôpital «1^{er}-Novembre»

Près de la moitié des grossesses réussies sur 118 inséminations artificielles

■ L'unité de la procréation médicalement assistée (PMA) relevant du service de gynécologie-obstétrique de l'EHU «1^{er}-Novembre» d'Oran a enregistré 58 grossesses réussies sur 118 inséminations artificielles effectuées en 2017, a-t-on appris hier du responsable de ce service.

Par Adéla C.

«**S**ur les 118 inséminations pratiquées l'année dernière, 58 grossesses ont été obtenues, soit un taux de réussite de 49,15%», s'est félicité le P^r Belkacem Chafi, rappelant que la chance de concevoir un bébé après la première insémination est faible et que d'autres tentatives sont indiquées après un ou plusieurs échecs.

Les problèmes d'infertilité sont de plus en plus fréquents dans les sociétés modernes à cause d'un ensemble de facteurs comme le stress, le changement des habitudes alimentaires, l'obésité... etc., a expliqué le P^r Chafi, ajoutant qu'en Algérie, environ un couple sur sept souffre de difficultés de concevoir des enfants. Signalant que les problèmes de fertilité touchent aussi bien les hommes

que les femmes, les spécialistes de l'unité de PMA de l'EHU indiquent que les causes de l'infertilité chez la femme sont souvent liées à des troubles ovariens se traduisant par l'absence de production d'ovocytes fécondables ainsi que des troubles hormonaux.

Pour les hommes, certains facteurs ont tendance à accroître le risque de l'hypo-fécondité telle que l'exposition prolongée à

des températures élevées, la pollution, le tabac, la consommation excessive d'alcool, certaines maladies comme l'hypertension, le diabète et la varicocèle.

La PMA de l'EHU d'Oran a ouvert ses portes en 2009, rappelle le P^r Belkacem Chafi, ajoutant que la technique utilisée dans l'unité est l'insémination artificielle, qui consiste à placer dans l'utérus les spermato-



zoides qui ont été préalablement sélectionnés au départ d'un échantillon provenant du conjoint. A. C./APS

5^e session jeudi prochain à Alger

Dialogue bilatéral algéro-américain sur les questions de sécurité

L'a 5^e session du dialogue bilatéral algéro-américain sur les questions de sécurité se tiendra à Alger le 28 juin 2018, a indiqué hier un communiqué du ministère des Affaires Étrangères.

Abdelkader Messahel, ministre des Affaires étrangères et John Sullivan, secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis d'Amérique procéderont à l'ouverture officielle des travaux de cette session qui porteront sur «un

échange de vues et d'analyse sur la situation politique et sécuritaire au Maghreb et au Sahel ainsi que sur la coopération en matière de lutte contre le terrorisme, y compris les menaces que font peser l'extrémisme violent, le retour des combattants terroristes étrangers et le crime organisé transnational», précise le communiqué. La question de la migration illégale et des dangers qu'elle véhicule feront également l'objet d'un examen

approfondi à cette occasion, ajoute la même source. Les travaux seront précédés d'un entretien entre MM. Messahel et Sullivan au cours duquel ils passeront en revue l'état de la coopération bilatérale et les questions politiques régionales et internationales d'intérêt commun. Il est à rappeler que les deux pays entretiennent ce dialogue depuis de nombreuses années.

A. C.

Coopération

Tayeb Louh reçu par le Président de l'Azerbaïdjan

Le ministre de la Justice, Tayeb Louh a été reçu samedi par le Président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev, à qui il a transmis les salutations du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, au titre des efforts qu'il fournit pour «soutenir» l'initiative de l'Algérie dans la stabilité des marchés internationaux du pétrole.

M. Aliyev a salué, de son côté, le rôle du président de la République Abdelaziz Bouteflika «dans le soutien et le renforcement des relations entre l'Algérie et son pays dans le domaine juridique et judiciaire», a indiqué un communiqué du ministère de la Justice.

Durant cette audience dévouée en présence du ministre de la Justice azerbaïdjanais, Fikret Mammadov, M. Louh a passé en revue les relations bilatérales et les moyens de les développer et de les renforcer dans divers domaines, a ajouté la source.

Le ministre a évoqué les résultats de sa visite à Azerbaïdjan sanctionnée par la signature jeudi d'un accord sur l'extradition qui fait suite à un mémorandum d'entente signé à Alger en avril 2017 dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, le crime organisé transnational et le renforcement de la coopération judiciaire et juridique entre les deux pays.

M. Louh a eu, au cours de cette visite de quatre jours, une série de rencontres et de visites dans le cadre de la consolidation des relations bilatérales dans le

domaine de la coopération judiciaire et institutionnelle entre les deux pays.

Le garde des Sceaux visite la Cour de justice électronique à Bakou

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh a visité, vendredi dans la capitale de l'Azerbaïdjan, Bakou, la Cour de justice électronique où il a pris connaissance du fonctionnement du système judiciaire électronique dans ce pays,

indique un communiqué du ministère de la Justice. Lors d'une conférence à laquelle ont assisté des étudiants magistrats et auxiliaires de justice, M. Louh a présenté le modèle algérien et notamment les réformes qu'a connues la justice, a précisé la même source. Le ministre a mis en exergue, à cette occasion, les étapes qu'a franchies le secteur, notamment en matière de modernisation conformément aux orientations et au programme de son Excellence Monsieur le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a ajouté le

communiqué. Dans le cadre de sa visite en Azerbaïdjan, le ministre de la Justice a eu des entretiens avec le président de la Cour suprême d'Azerbaïdjan, Ramiz Rzayev, ainsi qu'avec le président de la Cour constitutionnelle de ce pays, Ferhad Abdullayev.

A rappeler que le ministre de la Justice effectuée, du 20 au 23 juin, une visite de travail à la République d'Azerbaïdjan, qui s'inscrit dans le cadre du raffermissement des relations algéro-azerbaïdjanaises en matière de coopération judiciaire et institu-

tionnelle. Cette visite intervient, selon le communiqué, suite à la dernière visite du ministre azerbaïdjanais de la Justice, Mamedov Fikret, en Algérie en avril 2017. Un accord sur l'extradition a été signé, jeudi à Bakou, faisant ainsi suite à un mémorandum d'entente (MoU) signé, en 2017 à Alger, entre les deux ministres de justice des deux pays, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, le phénomène du crime transfrontalier et en consolidation de la coopération judiciaire et juridique bilatérale. Ammar F.

Du 26 au 28 juin

Tizi-Ouzou : première édition du salon régional de l'étudiant

La première édition du Salon régional de l'étudiant «Afaquokoum» (Votre horizon) aura lieu à Tizi-Ouzou du 26 au 28, a-t-on appris samedi auprès des organisateurs de l'événement.

Organisé par Media-Startup, une boîte événementielle, en collaboration avec des acteurs économiques et organismes et institutions étatiques de la wilaya, la rencontre qui se tiendra à la bibliothèque principale de lecture publique, regroupera des étudiants de cinq wilayas, en l'occurrence Tizi-Ouzou, Alger, Boumerdès, Bouira et Béjaïa.

Plusieurs communications traitant du savoir-faire, l'emploi, la formation et de l'entrepreneuriat, ainsi que des ateliers de formation animés par des spécialistes, sont prévus au programme de cette rencontre qui sera animée par des universitaires, des spécialistes et formateurs en ressources humaines, qui aborderont plusieurs aspects liés à la thématique de ce salon.

Au premier jour de cette manifestation, une conférence sur «le rôle de l'étudiant

dans la construction de la société» sera animée conjointement par Bachir Messaita, ancien secrétaire d'Etat chargé des statistiques et de la prospective, et Noredine Benbrahem, président de l'association Adhwa rights. Une autre conférence traitant du dilemme du «recrutement entre la jeunesse et l'expérience» est également inscrite au programme et sera animée conjointement par le directeur local de l'emploi et plusieurs consultants dans le domaine.

S'agissant des formations, un total de 12 ateliers de formation, relatives à l'emploi et l'entrepreneuriat, seront assurés gracieusement au profit des participant, tout au long de cette manifestation, par des professionnels, dont 4 par des formateurs de l'Institut national supérieur l'Institut International de Management (INSIM).

L'entrepreneuriat sera, également, au menu des activités de cette rencontre avec des expositions tout au long de sa durée, mais aussi des tables rondes avec des représentants du FCE local et des différents orga-

nismes intervenants dans le domaine de l'emploi et de l'entrepreneuriat (Anemp, Ansej, Angem, Cnac...).

Il sera question, lors de ces rencontres entre les professionnels de l'emploi et les étudiants et diplômés, d'initier ces derniers dans leurs premières démarches à la recherche d'un emploi ou dans l'entrepreneuriat (rédaction d'un CV, présentation d'un projet, demande de crédits...).

En outre, le dernier jour de cette rencontre sera marqué par l'organisation d'un ciné-club au cinéma «Le Mondial» qui sera animé par l'ex-ministre de la culture, Nadia Labidi, et portera sur le thème de l'entrepreneuriat et la production dans le domaine culturel. «Notre objectif est de contribuer à mettre en contact les étudiants et jeunes diplômés avec le monde du travail, et leur permettre d'être accompagnés dans leurs premières démarches par des professionnels», a déclaré à l'APS Azzedine Chemoun, Manager général de Media Startup.

Lyes C.

Pétrole

L'Opep augmentera sa production de 757 000 barils/jour

■ Les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) ont convenu, vendredi à Vienne, de limiter à 100% leur niveau de respect des engagements pris dans le cadre de l'accord de baisse, ce qui va ramener à une augmentation effective de 757 000 barils/jour, a indiqué le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni.

Par Salem K.

« **C**et accord nous ramène à réaliser 100% de la production (fixée par l'organisation). En mai 2018, nous avons réalisé un taux de conformité de 152% par rapport aux quotas mis dans l'accord (de la baisse). Les 52% de plus, soit 757 000 barils/jour qui n'a pas été produite, vont être repris », a expliqué M. Guitouni dans une déclaration à l'issue de la 174^e Conférence ministérielle de l'Opep.

Selon le ministre, il s'agit d'un « accord satisfaisant qui agrémente tout les membres de l'Opep et qui sauvegarde, à la fois, les intérêts des consommateurs et ceux des producteurs ».

« Nous sommes très contents de cet accord qui marque la stabilité de notre organisation et qui assure l'équilibre entre l'offre et la demande », s'est-il réjoui.

Cet accord a été permis grâce notamment aux efforts menés par l'Algérie durant ces deux derniers jours pour rapprocher les points de vue entre les membres de l'Organisation, en



particulier l'Iran et l'Arabie saoudite, a souligné M. Guitouni.

« Nous avons aussi discuté avec nos frères koweïtiens et irakiens, ainsi qu'avec nos amis

vénézuéliens pour qu'ils puissent rapprocher leurs points de vue, et c'est ce qui a été fait », a-t-il avancé.

Les pays producteurs comp-

tent discuter des évolutions du marché pétrolier suite à cette décision, septembre prochain à Alger, dans le cadre de la réunion du Comité ministériel

conjoint de suivi de l'accord de réduction de la production pétrolière des pays Opep-non Opep (JMMC), note encore M. Guitouni. S. K./APS

Marché

La Coface prévoit une moyenne de 75 dollars du prix du pétrole en 2018

La Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface) a revu à la hausse sa prévision de pétrole à 75 dollars le baril en 2018, relevant que les cours du pétrole sont en progression de près de 20% depuis le début de l'année.

« Corroborant à une hausse de prix de 30% par rapport à son prix moyen en 2017 (54,79 dollars), un tel niveau de prix permettrait à bon nombre des exportateurs des pays du Golfe (Irak, Koweït, EAU, Oman, Qatar) et d'Asie centrale (Azerbaïdjan, Kazakhstan, Turkménistan et Ouzbékistan) d'atteindre, ou du moins de se rapprocher, de l'équilibre fiscal et extérieur », a expliqué cet organisme d'assurance dans son « Baromètre risques pays et sectoriels trimestriel » publié hier et dont l'APS a obtenu une copie.

Elle a indiqué qu'en progression de près de 20% depuis le début l'année 2018 et de plus de 75% depuis qu'ils ont atteint un point bas de 45 dollars en 2017, les cours du pétrole brut Brent ont, en mai 2018, dépassé les 80 dollars, estimant qu'il s'agit de leur niveau le « plus haut » depuis la fin de l'année 2014.

« Cette hausse des prix correspond à un rééquilibrage des fondamentaux sur le marché pétrolier, mais aussi à une montée du risque géopolitique au sein des pays producteurs de pétrole », a-

t-elle estimé, soulignant que l'accord de limitation de production des membres de l'Opep et de leurs partenaires (dont la Russie, premier producteur mondial), décidé dans le but de mettre fin à une situation prolongée de surabondance de l'offre à l'origine de la dégringolade des prix, « a finalement porté ses fruits après des résultats difficilement perceptibles dans les six premiers mois de 2017 ».

Pour elle, l'incertitude politique au Moyen-Orient (Yémen, Irak, Syrie) a été un facteur de hausse des prix ces derniers mois, mais elle est convaincue que c'est la décision du président Donald Trump de se retirer de l'accord sur le nucléaire iranien, qui a permis de dépasser le seuil de 80 dollars, estimant que l'impact de cette décision sur la production pétrolière de l'un des principaux producteurs

mondiaux (Iran) pourrait ainsi réduire l'offre d'or noir sur le marché.

Elle rappelle dans ce sens qu'en 2011-12, lorsque les sanctions avaient été durcies par les Etats-Unis, l'UE et l'Organisation des Nations unies (ONU), la production iranienne avait ainsi été amputée de quelque 800 000 barils par jour en moyenne et les exportations divisées par deux. Par ailleurs, la Coface

considère que malgré quelques signes de fléchissement dans l'activité mondiale, le contexte économique relativement robuste « devrait continuer à stimuler la demande, après un hiver froid aux Etats-Unis et en Europe, qui a été favorable à la consommation », qualifiant de « prématuré » le retour des prix à 100 dollars au second semestre 2018.

Amel N.

Selon la Coface

La multiplication des signaux de risque rappelle la situation de 2012-2013

La multiplication des signaux de risque au deuxième trimestre 2018 rappelle la situation des années 2012-2013, a estimé la Compagnie d'assurance pour le commerce extérieur (Coface) dans son « Baromètre risques pays et sectoriels trimestriel » publié hier.

Elle explique cette situation par la montée des spreads (écarts) souverains en zone euro, le protectionnisme accru, le prix du pétrole plus élevés, les sorties de capitaux de grands pays émergents et le commerce mondial à la peine.

« Si l'ampleur des chocs n'est pas la même, compte tenu du prix du baril de pétrole bien inférieur (75 dollars au début de juin 2018 contre environ 110 dollars en 2012) et du rendement d'une obligation d'Etat italienne à 10 ans plus de deux fois moins élevé, ces signaux confirment que le pic de croissance mondiale est dépassé », a fait savoir cet organisme français d'assurance, qui constate un ralentissement.

Selon elle, le risque de crédit des entreprises augmente dans les pays avancés où, après un début d'année marqué par une perte de confiance liée à la montée du protectionnisme, constatant un ralentissement de la croissance (prévisions de 2,2% en 2018 et 2% en 2019 pour les pays avancés, prévision de 2,1% pour 2018 et 1,8% en 2019 pour la zone euro).

Elle fait remarquer que si la hausse récente des cours du pétrole profite aux pays émergents exportateurs, les pays importateurs sont confrontés à la dégradation de leur solde commercial et à un moindre appétit des investisseurs internationaux pour leurs actifs financiers, à l'image de ce qui a déjà été observé en 2013, citant le cas de l'Argentine, la Turquie, le Sri Lanka et l'Inde, que la Coface dégrade leurs positions « sous l'effet d'une demande interne dynamique favorisant les importations et des tensions politiques internes ». Dans d'autres pays émergents, elle estime que le risque de

change fragilise les secteurs « dont le processus de production nécessite d'importer des intrants alors que les débouchés se trouvent essentiellement sur le marché domestique », relevant par ailleurs que le contexte pétrolier est « favorable » au développement du secteur de l'énergie.

Sur un autre plan, elle souligne que la guerre commerciale affecte d'ores et déjà le secteur des TIC en Chine et la métallurgie au Canada, précisant que la politique protectionniste de l'administration des Etats-Unis s'est intensifiée ciblant les exportations chinoises dont beaucoup de produits TIC « Made in China 2025 ».

Parmi les pays concernés dernièrement par l'entrée en vigueur des mesures protectionnistes américaines sur les importations d'acier et l'aluminium, c'est le Canada qui sera le plus affecté, d'où la dégradation du secteur des métaux canadien en « risque très élevé », a-t-elle ajouté.

R. E.

Une surface de 90 000 km² perdue chaque année

La disparition des forêts vierges de la planète s'accélère

■ Entre 2014 et 2016, les forêts primaires ont perdu chaque année une surface de 90 000 km², équivalent à celle de l'Autriche, et le rythme de destruction s'accélère depuis le début du siècle, selon des résultats présentés cette semaine.

Malgré certains efforts pour lutter contre la déforestation, près de 10% des forêts vierges de la planète ont été morcelées, dégradées, ou tout simplement coupées depuis 2000, selon cette analyse d'images satellite présentée lors d'une conférence sur les «forêts intactes» à Oxford. Soit une moyenne de plus de 200 km² perdus chaque jour depuis 17 ans. «La dégradation des forêts intactes est une tragédie mondiale parce que nous détruisons de manière systématique un élément clé de la stabilité du climat», commente Frances Seymour, experte du World Resources Institute qui a participé aux recherches. «Les forêts sont la seule infrastructure sûre, naturelle, prouvée et abordable financièrement pour capturer et stocker le carbone», ajoute-t-elle. Les forêts primaires jouent également un rôle crucial pour la biodiversité ou la qualité de l'air et de l'eau. Et quelque 500 millions de personnes dépend d'elles pour vivre. Le «paysage forestier intact», qui inclut également des zones humides et des prairies, est défini par l'absence, sur les images satellites, d'activité humaine majeure sur une surface d'au moins 500 km². Ce qui veut dire ni route, ni agriculture intensive, ni mines, ni chemins de fer... En janvier 2017, quelque 11,6 millions de km² de forêts répondaient à ce critère dans le monde. Mais «de nombreux pays risquent de perdre toutes leurs terres forestières sauvages dans les 15 à 20 ans», met en garde Peter Potapov, de l'université américaine du Maryland qui dirige ces recherches. Au rythme actuel, les forêts primaires auront disparu d'ici 2030 au Paraguay, au Laos et en Guinée équatoriale, et d'ici à 2040 en Centrafrique, au Nicaragua, en Birmanie, au Cambodge et en Angola.

«Inquiétant»

«A un moment donné, il pourrait ne plus y avoir de zones dans le monde qu'on pourrait qualifier d'intacte», poursuit Tom Evans, de l'organisation de protection de la nature Wildlife Conservation Society. «C'est inquiétant bien sûr». Les principaux coupables de cette déforestation varient : agriculture et exploitation forestière dans les pays tropicaux, incendies au Canada et aux États-Unis, incendies, mines et forages en Russie et en Australie. Comparé à la période 2000-2013, la Russie a perdu en moyenne 90% de plus chaque année entre 2014 et 2016. Pour l'Indonésie, c'est 62% et pour le Brésil 16%. Ces chiffres sont le résultat d'analyses d'images satellite compa-



rées à des études similaires conduites en 2008 et 2013. Ces données en haute résolution «nous permettent de détecter les altérations causées par l'homme et la fragmentation des forêts vierges», explique à l'AFP Peter Potapov, dont les résultats seront soumis au processus habituel d'évaluation par ses pairs avant publication. Le scientifique a d'autre part mis en cause l'efficacité du système de certification de développement durable de l'industrie forestière FSC (Forest Stewardship Council).

Créé en 1994 avec le soutien d'ONG comme le WWF, ce label promeut une «gestion forestière socialement bénéfique», la préservation des ressources forestières, et vise à permettre «aux entreprises et aux consommateurs de faire des choix éclairés». Mais environ la moitié des paysages forestiers intacts dans des concessions certifiées FSC ont été perdus entre 2000 et 2016 au Gabon et en République du Congo, selon les nouveaux chiffres. Et au Cameroun, 90% des forêts suivies par le FSC ont disparu.

Le FSC n'est «pas un outil pour leur protection», insiste Potapov.

D'autre part, le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et plusieurs ONG réunies au sein d'une initiative baptisée Nature4Climate ont lancé mercredi un appel à investir davantage dans la foresterie et l'utilisation des terres, «secteur oublié de la lutte» contre le changement climatique. Limitation de la conversion en terres agricoles, reforestation et gestion améliorée des forêts, restauration d'écosystèmes... Ils prônent l'utilisation de «solutions

basées sur la nature» pour atténuer le réchauffement en renforçant la capacité des sols à absorber et stocker le carbone.

L'altitude moyenne est d'environ 1,80 m

La lente montée des eaux en Floride, une «catastrophe au ralenti». Sur les côtes de Floride, le marché immobilier est en pleine forme malgré les inondations à répétition. Des dizaines de milliers de maisons sont à risque, bien qu'elles ne soient pas officiellement classées en zones inondables, alerte un nouveau rapport publié lundi.

A seulement quelques blocs des plages, juste en dehors des zones inondables, les promoteurs s'activent à construire des maisons qui n'ont pas d'obligation légale de souscrire une assurance inondation, une économie à court terme qui préserve un désastre économique à long terme. Rien qu'en Floride, 64 000 maisons, d'une valeur totale de 26 milliards de dollars, risquent des inondations chroniques dans les 30 prochaines années, la durée habituelle des emprunts immobiliers aux États-Unis, prévient le rapport publié par l'Union of Concerned Scientists (UCS), une organisation scientifique américaine. Dans l'ensemble des États-Unis, 311 000 maisons côtières, d'une valeur de 120 milliards de dollars, présentent un risque d'inondations chroniques d'ici à 2045, selon le même rapport. Ce risque d'inondations n'a rien à voir avec les ouragans et les tempêtes : le danger vient des marées hautes, de plus en plus hautes, quand l'eau se déverse dans les rues, sur les trottoirs, dans les magasins et les maisons – même par beau temps. «Ce risque est à relativement

court terme, bien avant que tout soit complètement inondé, et cela peut arriver sans tempête», explique Rachel Cleetus, économiste à l'UCS. Or le marché immobilier ne prend pas en compte ces risques, dit la chercheuse, qui avertit qu'une correction économique est «inévitabile». L'organisation a publié sur son site une carte montrant les zones réellement à risque selon elle, sur la base d'un scénario de forte montée des eaux. Pour les propriétaires, dont la maison est souvent la possession la plus importante, il est nécessaire de prendre en compte le haut de la fourchette de risque, dit Rachel Cleetus

«Tout le monde est en zone inondable»

Des inondations chroniques sont définies comme se produisant au moins 26 fois par an. En Floride, le niveau des océans devrait monter de 55 cm d'ici à 2045, et 1,95 m d'ici à 2100, selon ce scénario – alors que l'altitude moyenne dans l'État est d'environ 1,80 m, et que beaucoup d'endroits sont en dessous de zéro. «C'est une catastrophe au ralenti», résume l'économiste. Miami, la baie de Tampa et les très touristiques îles Keys sont les plus exposées. Des quartiers entiers pourraient être inondés de façon permanente, un coût astronomique pour les propriétaires, mais aussi pour les municipalités, qui perdraient en population et en recettes fiscales. Rien qu'en Floride, 64 000 maisons, d'une valeur totale de 26 milliards de dollars, risquent des inondations chroniques dans les 30 prochaines années. Le problème est que les acheteurs de maisons ne prennent en compte que les cartes de l'État fédéral américain, qui n'ont sou-

vent pas été remises à jour depuis des années ou des décennies. A Sarasota, nombre d'habitants disent ne pas avoir besoin d'assurance inondation, car ils ne sont pas dans les zones inondables officielles. Une décision absurde, s'évertuait à expliquer récemment Desiree Companion, experte en inondations du comté de Sarasota, lors d'une réunion publique. Elle a raconté aux sept participants que les cartes fédérales sont fondées sur un risque de précipitations de 25 cm en 24 heures, un événement météorologique censé arriver une fois par siècle. L'an dernier, l'ouragan Harvey a déversé 129 cm en 24 heures sur le Texas. «Tout le monde est en zone inondable», lance-t-elle.

Manque d'informations

Ce n'est pas seulement la faute du gouvernement fédéral, nuance Jeffrey Huber, professeur à l'école d'architecture de la Florida Atlantic University. «Les agents immobiliers ne sont nullement obligés de dire aux acheteurs que leur maison est vulnérable face à la montée du niveau des océans», dit-il à l'AFP, blâmant également les municipalités. «Les gens ne sont pas assez informés», regrette-t-il. Une solution existe : limiter les émissions de gaz à effet de serre, et donc le réchauffement de la planète et la fonte des glaces, ce qui est l'objectif de l'accord de Paris sur le climat. Selon Astrid Caldas, scientifique de l'UCS, 85% des propriétés à risque pourraient être sauvées si l'objectif de l'accord de Paris de limiter à 2 °C le réchauffement de la planète était atteint. Mais le président américain Donald Trump a sorti les États-Unis de l'Accord l'an dernier.

Tébessa : installation d'une cellule de crise

Objectif : évaluer les dégâts suite aux inondations de Chréa

■ Une cellule de crise au niveau du ministère de l'Intérieur a été installée pour évaluer les dégâts engendrés par les inondations ayant touché jeudi soir la commune de Chréa (Tébessa), a affirmé, vendredi, le délégué national aux risques majeurs auprès du département de l'Intérieur, Tahar Melizi.



Par Ihsane B.

Au cours de sa visite des régions et quartiers de Chréa, collectivité locale située à 45 km au sud du chef-lieu de wilaya,

touchés par des pluies diluviennes, le même responsable, qui était accompagné du chef de l'exécutif local, Attallah Moulati, a précisé que cette cellule de crise «transmettra un rapport détaillé sur les dégâts enregistrés aux

instances centrales et mobilisera une enveloppe financière pour l'aménagement des régions affectées».

M. Melizi a inspecté des quartiers de la ville de Chréa et s'est entretenu avec les

citoyens qui ont souligné la nécessité d'adopter une stratégie et des mesures devant préserver la région des inondations.

La délégation ministérielle s'est enquis de l'état du lycée Tayeb-Chorfi, centre d'examen pour les épreuves du baccalauréat dont plusieurs murs se sont fissurés et où M. Melizi a insisté sur la mobilisation de tous les efforts pour remédier à la situation et permettre aux candidats au baccalauréat de poursuivre leurs épreuves «dans les meilleures conditions».

Selon les explications fournies, «la crue du oued Abla a été causée par les habitations de fortune, érigées sur les abords de l'oued et qui ont dévié ce dernier de sa trajectoire et engendré des coulées torrentielles après la chute d'importantes quantités de pluie».

De son côté, le chef de l'exécutif local a indiqué que la situation requiert le recours à une vaste opération d'aménagement du oued Abla et son environnement immédiat ainsi que le

renouvellement des réseaux d'assainissement et la réhabilitation des réseaux routiers de la même zone, estimant à 800 millions de dinars le montant qui sera réservé à ces opérations.

Le même responsable a également souligné la nécessité de préparer une étude technique pour l'aménagement de l'oued Abla sur une distance de 3,5 km pour éviter «de telles catastrophes naturelles».

I. B./APS

Batna Extension prévue du périmètre agricole de Chemora

UNE EXTENSION du périmètre irrigué de Chemora, dans la wilaya de Batna, est prévue, a annoncé le wali, Abdelkhalek Sayouda.

Dans une déclaration à l'APS en marge du lancement, jeudi, de la campagne moisson-battage depuis la localité de Merkouna dans la commune de Tazoult, le même responsable a précisé que cette extension pour laquelle 8 milliards de dinars ont été réservés touchera prochainement la région d'Ain Touta, affirmant que d'importantes facilitations ont été accordées aux agriculteurs de cette région pour exploiter les eaux ramenées depuis la wilaya de Mila via le barrage de Koudiet Lemdouar à Timgad dans le cadre du système d'irrigation du barrage de Béni Haroun.

Toutes les dispositions nécessaires ont été prises de concert avec les agriculteurs du périmètre agricole de Chemora, a souligné le même responsable, faisant état de la conclusion de conventions avec l'Office national d'assainissement (ONA) pour une meilleure exploitation des eaux d'irrigation destinées aux surfaces réservées à la culture du blé et de l'orge.

L'actuelle saison agricole est caractérisée à Batna par l'entrée en production pour la première fois d'une tranche du périmètre agricole de Chemora sur une surface de 1 700 hectares.

La production céréalière prévue dans la wilaya de Batna devrait atteindre 1,29 million de quintaux, soit un rendement de 12 quintaux à l'hectare avec une augmentation «considérable» par rapport à la précédente saison où la production céréalière n'avait pas dépassé les 108 576 quintaux en raison de la sécheresse, a fait savoir le directeur de services agricoles (DSA), Smail Zerguine.

R. R.

May T.

Formation professionnelle à Biskra

33 diplômés bénéficient d'opportunités d'emplois directs

Trente-trois diplômés des établissements de formation et d'enseignement professionnels de Biskra ont bénéficié d'opportunités d'emplois directs dans l'une des entreprises industrielles privées de la wilaya, a affirmé le directeur local du secteur, Abdelkader Marzouki.

S'exprimant en marge d'une cérémonie tenue jeudi, au cours de laquelle ont été honorés 22 stagiaires de différentes disciplines de l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle Hassani-Bounab (INSFP) de la ville de Biskra, ce même responsable a indiqué que les stagiaires formés dans la spécialité de technicien supérieur en mécanique de précision vont se

voir octroyer des postes d'emploi dans le cadre d'un partenariat entre le secteur de la formation professionnelle et une entreprise intéressée par leurs compétences.

Il a ajouté que les diplômés concernés ont bénéficié d'une formation de haut niveau d'une durée de 30 mois dans cette spécialité, au cours de laquelle les stagiaires ont été, dotés pendant 24 mois, de toutes les données techniques et théoriques, en plus d'une formation pratique de 6 mois dans des entreprises économiques et industrielles, ponctuée par un mémoire.

Le même responsable a également révélé que 30 nouveaux stagiaires en mécanique de précision obtiendront leur

diplôme en avril prochain, afin de répondre aux besoins du marché local de l'emploi, ainsi que d'autres disciplines comme l'électrotechnique, la maintenance industrielle et l'électronique industrielle, qui comptabilisent un total de 100 stagiaires.

De son côté, le wali de Biskra, Ahmed Karoum, a fait part de sa disponibilité à soutenir les stagiaires de toutes les disciplines à obtenir un emploi, notamment pour créer leurs propres entreprises, mettant l'accent sur l'assistance dont ont bénéficié 46 stagiaires en aquaculture à travers l'octroi de terrains en vue de réaliser leurs projets.

Anis F.

El Tarf

Recul des affaires traitées par la police au cours du mois de ramadhan

Une baisse de la criminalité et de la délinquance a été enregistrée durant le mois de ramadhan de l'année 2018 dans la wilaya d'El Tarf, avec 237 affaires traitées contre 256 affaires pour la même période en 2017, a indiqué le responsable de la police judiciaire relevant de la sûreté de wilaya.

Selon le commissaire principal Kadri Abdelkader qui s'exprimait jeudi lors d'une conférence de presse, ce recul traduit les efforts déployés par les services de police qui ont renforcé leur couverture sécuritaire à travers les lieux réputés être le fief de la criminalité. La même source qui, à cette occasion, a mis l'accent sur l'implication du citoyen dans le signalement des crimes et

comportements délictuels, a fait état de la multiplication des descentes et autres opérations coup-de-poing de jour comme de nuit durant le mois de ramadhan.

Le dispositif spécial mis en place a mobilisé près de 1 500 policiers pour assurer la protection des personnes et de leurs biens à travers les 24 communes de cette wilaya côtière qui a été également renforcée, dans le cadre de la saison estivale, par une trentaine d'autres agents de la police, notamment à El Chatt et El kala, a-t-on noté.

En plus de 97 affaires liées aux atteintes aux personnes et 45 autres aux atteintes aux biens, cette période a été marquée par le traitement de six affaires ayant

traité à la cybercriminalité et 41 autres se rapportant à la commercialisation de la drogue, a ajouté la même source, faisant état d'une «hausse» de ces deux derniers crimes comparativement à la même période de l'année dernière.

Le responsable de la sécurité publique au sein de la sûreté de wilaya, le commissaire Zeghib Labib, a signalé pour cette période 63 délits routiers, 10 mises en fourrière ainsi que 15 accidents de la circulation ayant fait 3 morts et 17 blessés.

En plus de 287 retraits de permis de conduire durant la période considérée, la même source a fait état de plus de 2 143 patrouilles déployées sur les routes de la wilaya où ont été

également dressés 341 barrages auxquels s'ajoutent 765 opérations de sensibilisation des usagers.

L'accent a été, en outre, mis par l'adjoint du chef de sûreté, le commissaire divisionnaire Chorfia Fouad, sur l'importance des actions de sensibilisation pour éviter les drames des accidents et renforcer la sécurité dans cette wilaya frontalière.

Aussi, le dispositif de lutte contre l'informel a été renforcé durant le mois de ramadhan avec 17 opérations menées, a-t-on soutenu, rappelant que plusieurs saisies de marchandises proposées dans des conditions non conformes à la réglementation ont été effectuées.



Libye

Seize soldats de l'ANL tués dans un assaut sur des ports pétroliers stratégiques

■ Ajdabiya se trouve à moins de 100 km de la région du Croissant pétrolier, où se situent plusieurs ports pétroliers stratégiques. L'ANL a annoncé jeudi avoir récupéré les ports pétroliers de Ras Lanouf et d'Es-sidra.

Par Kamel L.

Seize soldats de l'Armée nationale libyenne (ANL) ont été tués et 20 autres blessés jeudi dans un assaut lors duquel l'Armée a repris deux ports pétroliers des mains d'une milice rivale, selon une source médicale. «Le service des urgences a reçu 16 morts et plus de 20 blessés aujourd'hui à la suite d'affrontements dans la région du Croissant pétrolier», a expliqué jeudi une source d'un hôpital de la ville d'Ajdabiya dans l'est de la Libye.

La source, citée par des médias, a ajouté que plus de 50 éléments de la milice armée avaient été tués. «Ils devraient être récupérés par les équipes du Croissant-Rouge dans les prochaines heures», a ajouté la même source.

Ajdabiya se trouve à moins de 100 km de la région du Croissant pétrolier, où se situent plusieurs ports pétroliers stratégiques. L'ANL a annoncé jeudi avoir récupéré les ports pétroliers de Ras Lanouf et d'Es-sidra.

La compagnie pétrolière publique «National Oil Corporation» (NOC) avait fait évacuer tous ses employés de la région, annonçant que le conflit avait entraîné la perte de

240 000 barils de pétrole. Elle a également indiqué craindre une catastrophe environnementale liée aux dégâts subis par des citernes de pétrole.

La Mission d'appui de l'ONU en Libye (Manul) avait condamné ces hostilités, estimant que «cette dangereuse escalade mettrait en péril l'économie libyenne et risquait de provoquer des affrontements généralisés».

K. L./APS



Tunisie

Le président du Parlement appelle à un consensus autour des trois membres restants de la Cour constitutionnelle

Le président du Parlement tunisien, Mohamed Ennaceur, a appelé vendredi, à trouver un consensus autour des trois membres restants de la Cour constitutionnelle, a rapporté vendredi l'agence de presse tunisienne (TAP).

M. Ennaceur a appelé dans un communiqué rendu public à l'issue d'une réunion des présidents des blocs parlementaires consacrée à l'élection des membres restants de la Cour constitutionnelle, «à envisager une série de réunions de compromis pour rapprocher les vues autour des candidats en lice et baliser la voie vers la séance plénière électorale».

Le président de la commission électorale de l'Assemblée des représentants du peuple (parlement) tunisien, Le député Tarek Fiti, avait annoncé, le 19 juin 2018 que le vote sur les trois membres restants de la Cour constitutionnelle aurait lieu probablement le 26 juin 2018. Selon lui, un seul membre de la Cour constitutionnelle a été élu en mars dernier par l'Assemblée des représentants du peuple. Il s'agit de Raoudha Ouersighni.

Les trois membres de la Cour constitutionnelle à désigner par le parlement concernent un membre dans la spécialité de droit et un autre hors spécialité.

La Commission électorale a reçu 11 dos-

siers de candidature dont 7 dans la spécialité de droit, a-t-il expliqué à l'agence TAP.

Selon l'article 118 de la Constitution tunisienne, «la Cour constitutionnelle est une instance juridictionnelle indépendante, composée de douze membres, choisis parmi les personnes compétentes, dont les trois-quarts sont des spécialistes en droit et ayant une expérience d'au moins vingt ans. Le Président de la République, l'Assemblée des représentants du peuple et le Conseil supérieur de la magistrature désignent chacun quatre membres, dont les trois-quarts sont des spécialistes en droit».

Moncef T.

France/Sahara occidental

La solidarité en faveur du peuple sahraoui s'enrichit avec un réseau international de parlementaires

La solidarité en faveur du peuple sahraoui, qui lutte pour le recouvrement de son indépendance, s'enrichit avec la mise sur pied du Réseau international des parlementaires pour l'autodétermination du Sahara occidental qui a tenu vendredi sa première réunion au siège de l'Assemblée nationale française à Paris.

Présidée par le député français Jean-Paul Lecoq, la rencontre a vu la participation de parlementaires venus d'Espagne, d'Italie, de Suisse, du Parlement européen, du Ghana, d'Algérie, du Salvador et du Parlement sahraoui.

Le réseau international des parlementaires pour l'autodétermination du Sahara occidental, rappelle-t-on, est une plateforme qui a pour but d'être un espace d'échange, en lien avec les divers intergroupes, les associations de soutien à l'autodétermination du peuple sahraoui, et avec les représentations diplomatiques de la République arabe sahraouie démocratique

(RASD).

Son objectif est de réunir des parlementaires du monde entier pour échanger sur les actualités du Sahara occidental dans chacun de leur pays, et d'échanger sur les pratiques des parlementaires sur ce sujet.

Au cours de ses travaux, animés par la cheville ouvrière Régine Villemont, présidente de l'Association des amis de la République arabe sahraouie démocratique (AARASD), plusieurs parlementaires ont intervenu pour réitérer leur soutien à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental, territoire non autonome, occupé de force par le Maroc depuis 1976 et dont toutes les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU recommandent l'organisation d'un référendum d'autodétermination.

Jean-Paul Lecoq, qui préside le réseau, a d'emblée affirmé que la question du Sahara occidental est «une question à régler», soulignant que personnellement n'est contre l'intégrité territoriale du Maroc, mais sans le

Sahara occidental, territoire figurant dans le cadre de la décolonisation. La vice-présidente de l'intergroupe au Parlement européen, Paloma Lopez Bermejo, a fait part aux participants les activités de son groupe dans le cadre de la solidarité avec le peuple sahraoui, soulignant que son droit à l'autodétermination est un «élément central».

Elle a évoqué la rencontre récente au Parlement européen avec l'Envoyé personnel du SG de l'Onu pour le Sahara occidental, Horst Kohler, à travers laquelle, a-t-elle dit, il a manifesté sa volonté et son intérêt pour une solution au conflit dans un proche avenir.

«Nous espérons arriver à une solution rapide dans le cadre des résolutions du Conseil de sécurité qui prévoient l'autodétermination du peuple sahraoui», a-t-elle souhaité, arguant que la situation actuelle «ne peut plus durer».

Elle s'est étalée longuement sur le processus de négociations pour le renouvellement de l'ac-

cord d'association entre le Maroc et l'Union européenne, évoquant les interventions de groupe parlementaire pour la dissociation de l'accord le territoire du Sahara occidental, en référence à l'arrêt de la Cour de justice de l'UE.

Pour sa part, le président du Parlement sahraoui, Khatri Eddouh, a salué la mise sur pied de ce réseau qu'il considère comme «un pas très important» en faveur de la cause sahraouie, dont le grand défi est de faire connaître la voix du peuple sahraoui pour le recouvrement de son indépendance et de sa liberté.

Le président de la Conférence européenne de coordination du soutien au peuple sahraoui (Eucoco), Pierre Galand, a recommandé aux parlementaires d'axer leurs actions sur la question des réfugiés sahraouis, dans la mesure où c'est un sujet d'actualité dans le monde occidental.

«Il faut mieux mobiliser, mieux informer et obliger le respect du droit des peuples d'être», a-t-il

dit, appelant les parlementaires à interpellier leurs gouvernements sur leur «complicité» au sujet des réfugiés sahraouis qui se trouvent en Algérie depuis plus de 40 ans.

De son côté, l'ancien Représentant spécial du SG de l'ONU au Sahara occidental, Francesco Bastagli, a réitéré son appel pour des actions concrètes au sein des instances de l'Onu hormis le Conseil de sécurité. De par sa longue expérience, il préconise de mener des actions au sein de l'Assemblée générale de l'ONU, de la Quatrième commission de décolonisation, la Commission des droits de l'homme, tout en capitalisant les victoires juridiques sur le plan politique.

Il a appelé à des actions pour faire face à «l'indifférence» des Etats pour la cause sahraouie, notamment ceux qui soutiennent le Maroc, mettant en valeur que la question du Sahara occidental fait partie de la prévention des conflits, une thématique développée par les Nations unies.



Ethiopie

83 blessés dont six graves dans une explosion lors d'un meeting

■ Au moins 83 personnes ont été blessées, dont six dans un état critique, après l'explosion d'une grenade lancée au milieu d'une foule immense venue écouter le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, dans le centre d'Addis-Abeba, déclenchant un mouvement de panique.

Par Rosa C.

Devant des dizaines de milliers de personnes réunies sur la place Meskel, M. Abiy venait de finir son discours et saluait la foule quand l'explosion s'est produite, provoquant un mouvement de foule vers l'est et des scènes de confusion, a constaté un journaliste de l'AFF. Le Premier ministre a quitté précipitamment les lieux sain et sauf. Son chef de cabinet Fitsum Arega a indiqué peu après 13h00 (10h00 GMT) que 83 personnes avaient été blessées, dont six se trouvaient dans un état critique, selon les informations recueillies par le gouvernement de sources policières et hospitalières. Un peu plus tôt, le Premier ministre, dans une adresse télévisée, avait fait état de plusieurs morts. M. Abiy a estimé que l'incident avait été planifié par des groupes cherchant à discréditer le rassemblement et son programme de réformes. «Les

gens qui ont fait ça appartiennent à des forces opposées à la paix. Vous devez arrêter de faire ça. Vous n'avez pas réussi dans le passé et vous ne réussirez pas dans le futur», a lancé M. Abiy. M. Arega a précisé que l'explosion avait été provoquée par une grenade et qu'elle était le fait de personnes – qu'il n'a pas identifiées – «dont le cœur est rempli de haine». Par ailleurs, un photographe de l'AFF a constaté l'arrestation sur la place de quatre personnes, deux hommes et deux femmes. Il s'agissait du premier discours public à Addis-Abeba de M. Abiy, 41 ans, depuis sa nomination en avril. Il en avait fait plusieurs en province, et celui-ci devait être le plus symbolique de sa campagne pour expliquer ses réformes. Depuis sa prise de fonctions, après plus de deux années de manifestations antigouvernementales ayant coûté son poste à son prédécesseur Hailemariam Desalegn, M. Abiy a impulsé des changements

majeurs, libérant nombre d'opposants emprisonnés et initiant une libéralisation de l'économie. Il a aussi décidé de mettre un point final au différend avec l'Érythrée et opéré un important remaniement de responsables sécuritaires. Ce rassemblement avait débuté dans le calme. Des spectateurs brandissaient des drapeaux du Front de libération oromo (OLF), un groupe armé rebelle, et une ancienne version du drapeau éthiopien, symbole des manifestations antigouvernementales. La police, qui par le passé arrêtait quiconque agitaient de tels drapeaux, laissait cette fois faire. Dans son discours, M. Abiy, vêtu d'un tee-shirt vert et d'un chapeau, a exprimé sa gratitude à la foule et a vanté les vertus de l'amour, de l'harmonie et du patriotisme. «L'Éthiopie sera à nouveau au sommet et les fondations en seront l'amour, l'unité et le rassemblement», a-t-il notamment déclaré. Après l'explosion, des dizaines de personnes ont envahi la scène dans la confusion totale, et commencé à lancer des objets divers vers la police en criant : «A bas, à bas Woyane», ou «Woyane voleur», en référence au surnom péjoratif utilisé pour qualifier le gouvernement, selon le journaliste de l'AFF. Des échauffourées ont commencé à éclater entre spec-



tateurs et des pierres ont été lancées en direction des journalistes, qui ont dû s'abriter. La police s'est d'abord gardée d'intervenir. Après ces incidents, des dizaines de milliers de personnes ont continué à chanter dans le calme et à manifester leur mécontentement à l'égard des autorités. La police est finalement intervenue en lançant des gaz lacrymogènes pour disperser la foule. À la mi-journée, la place était complètement vide en dehors d'une forte présence policière, selon un journaliste de l'AFF. Le nouveau Premier ministre a pris les rênes du pays à un moment où, selon de nombreux observateurs, la coalition au pouvoir depuis 1991, et à laquelle il appartient, s'est retrouvée dos au mur. Confrontée au plus important mouvement de protestation en 25 ans et à la mobilisation des deux principales

ethnies du pays (oromo et amhara), le pouvoir a d'abord répondu par la répression (plus de 1 000 morts, un état d'urgence de 10 mois), avant de lâcher du lest, avec la démission du Premier ministre Hailemariam Desalegn en février, puis la nomination de M. Abiy. Et même si ce dernier, premier chef du gouvernement éthiopien issu de l'ethnie oromo, était perçu lors de sa nomination comme un renouvateur, peu d'observateurs s'attendaient au train de réformes des dernières semaines. Pour les analystes, la mise en œuvre de ces mesures ne se fera cependant pas sans susciter des tensions. La promesse de M. Abiy de rétrocéder à l'Érythrée des portions de territoires frontaliers a ainsi déjà suscité en Éthiopie la réprobation des Tigriens, très influents dans les cercles du pouvoir avant sa nomination. R. C.



Points chauds

Sortie

Par Fouzia Mahmoudi

Cela fait deux ans déjà que les dirigeants britanniques préparent la sortie de leur pays de l'Union européenne, et pourtant les modalités du Brexit restent floues au mieux et quasi impossibles au pire. Et cela a le don évidemment d'agacer terriblement les anti-Européens qui souhaitent que leurs dirigeants soient plus diligents et plus fermes face aux institutions européennes pour mettre un terme définitif à l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'UE. Le ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson, a ainsi défendu hier un «Brexit complet», mettant en avant le scénario d'une sortie du Royaume-Uni de l'UE sans accord, malgré les avertissements adressés par plusieurs grandes entreprises. Favorable à une rupture franche avec l'UE, Johnson a mis en garde la Première ministre Theresa May sur la nécessité de refuser un accord qui laisserait le pays «à moitié dans et à moitié hors» de l'UE, «contrairement aux règles européennes», dans une tribune publiée par le tabloïd *The Sun*. Johnson a affirmé qu'il ne voulait pas d'un accord de sortie «doux, fragile, et infiniment long», et défendu un «Brexit complet». A quelques jours d'un sommet européen à Bruxelles, l'inquiétude augmente quant à l'avancée des discussions. Divisé sur la question, le gouvernement britannique n'a pas encore dévoilé sa vision de la future relation avec l'UE après le Brexit, prévu le 29 mars 2019. Le ministre du Commerce international, Liam Fox, s'est fait encore plus explicite. «Je pense qu'il ne serait pas prudent pour nos partenaires dans ces négociations de penser que notre Première ministre bluffe», a-t-il déclaré à la BBC. «Elle a toujours affirmé qu'aucun accord valait mieux qu'un mauvais accord». Dans ce cas de figure, il a estimé que l'impact économique serait «sévère pour plusieurs pays européens», citant l'Irlande, les Pays-Bas ou la Belgique. Ces déclarations ont été condamnées par le directeur général de Siemens au Royaume-Uni. «Tout cela est incroyablement inutile», a réagi Juergen Maier sur la BBC. «Ce dont nous avons besoin maintenant est de travailler avec nos partenaires européens et trouver une solution pour un Brexit pragmatique qui fonctionne pour les deux parties». Vendredi, les dirigeants du groupe aéronautique Airbus et, dans une moindre mesure, du constructeur automobile allemand BMW, ont menacé de quitter le Royaume-Uni en cas de Brexit sans accord. Le centre de recherche londonien Centre for European Reform (CER) a estimé, dans une étude publiée hier, que le vote du Brexit, lors du référendum du 23 juin 2016, avait déjà coûté 2,1 points de croissance à l'économie britannique. Hier, les opposants au Brexit organisaient une manifestation, deux ans jour pour jour après le référendum, pour exiger un «vote du peuple» sur les conditions de sortie qui seront décidées par Londres et Bruxelles. La pression pèse ainsi bien lourd sur les épaules de Theresa May qui a un travail difficile et ingrat à faire, celui de satisfaire les pro et anti-Brexit, et surtout celui de garantir les meilleures modalités de sortie pour son pays. Reste à savoir si Bruxelles lui laissera l'opportunité de faire son travail avec dignité ou si l'affront d'un Brexit sera durement payé par la Grande-Bretagne. F. M.

Nigeria

Inquiétudes sur le retour des déplacés de Boko Haram

Alors que les autorités nigérianes encouragent les civils déplacés par la guerre contre Boko Haram à rentrer chez eux, les humanitaires s'inquiètent pour leur sécurité dans le nord-est du Nigeria toujours très instable, où les attaques sanglantes restent quotidiennes. Un peu plus de 2 000 personnes ont quitté cette semaine le camp de déplacés de Bakassi, dans la grande ville du nord-est Maiduguri, pour Guzamala, un district rural proche du lac Tchad, où opèrent de nombreux combattants jihadistes. En avril, quelque 1 200 déplacés de Dalori, une petite localité du Borno, avaient déjà rejoint Bama, à une centaine de kilomètres, où le gouvernement a lancé de grands travaux, la ville ayant été détruite à 85% par l'occupation jihadiste en 2014-2015. Mais ces retours massifs suscitent de vives inquiétudes alors que les insurgés continuent à semer la terreur, attaquant villes et villages malgré le déploiement de l'armée dans la région. Le week-end dernier, lors de la fête de fin du ramadan, 43 personnes ont perdu la vie dans des attentats à Damboa, au sud-est de Maiduguri, et neuf soldats ont été tués à Gajiram, plus au nord. «La situation sur le terrain n'est pas propice aux retours», affirme un humanitaire à l'AFF sous couvert d'anonymat. Les déplacés ont peu ou pas accès à

l'eau potable, ni aux infrastructures sanitaires et à l'éducation, tandis que la situation sécuritaire en dehors des villes les mieux gardées reste «instable», ajoute-t-il. L'approvisionnement en nourriture représente également un défi, la plupart des champs et cultures vivrières ayant été abandonnées par les habitants dans leur fuite. Une étude menée auprès de quelque 27 000 déplacés publiée en septembre 2017 révélait que 85% d'entre eux n'étaient pas prêts à rentrer chez eux en raison de l'insécurité. «Affirmer que Boko Haram a été vaincu est trompeur et faux», estime un responsable de la Civilian JTF, la milice civile engagée aux côtés de l'armée contre Boko Haram. «Demander aux gens de rentrer chez eux est trop risqué car ils toujours exposés aux attaques (...). Les autorités les renvoient en enfer, que ce soit délibéré ou non». L'insurrection islamiste de Boko Haram a fait au moins 20 000 morts depuis 2009 et chassé de leur foyers plus de 2,6 millions de personnes au plus fort du conflit. Ces trois dernières années, le président Muhammadu Buhari et les chefs de l'armée n'ont cessé de répéter que les jihadistes étaient vaincus, ou sur le point de l'être. L'ancien général, élu en 2015 sur la promesse d'écraser Boko Haram, espère brigrer un second mandat en février pro-

chain. Mais alors que la paix est revenue à Maiduguri, berceau du groupe jihadiste, et que des progrès évidents ont été réalisés, l'armée reste incapable de sécuriser les zones les plus reculées, proches du lac Tchad et frontalières du Cameroun et du Niger. Les organisations humanitaires, dont le personnel et les convois font l'objet d'attaques régulières, se plaignent aussi de ne pouvoir accéder à certaines zones de Borno, véritables «trous noirs» sécuritaires. Les militaires continuent d'ailleurs à traquer Boko Haram dans la brousse hostile et désertique du Borno, y compris avec des frappes aériennes, compliquant d'autant plus la reprise de l'agriculture et de la pêche. Près de 1,8 million de personnes vivaient encore dans des abris de fortune dont plus de 260 000 dans la seule ville de Maiduguri fin avril, selon l'agence des Nations unies pour les réfugiés. Quant à ceux qui ont tenté de rentrer chez eux, rien ne dit qu'ils y soient effectivement arrivés étant donné l'ampleur des destructions, et il est extrêmement difficile de retrouver leur trace. Beaucoup d'habitants «restent déplacés, ils n'ont pas accès aux maisons et aux fermes et ils ont toujours besoin d'aide», explique le travailleur humanitaire anonyme.



Livre / «Long... est le chemin» de Mohamed Djaafar

Une histoire à dimension humaine

■ Dans son roman «Long... est le chemin», l'écrivain Mohamed Djaafar invite ses lecteurs à découvrir une période méconnue de l'histoire authentique et hautement humaine des Algériens dans les années 1930 à travers le prisme de personnages hauts en couleurs aux prises avec un quotidien des plus difficiles.

Par Abla Selles

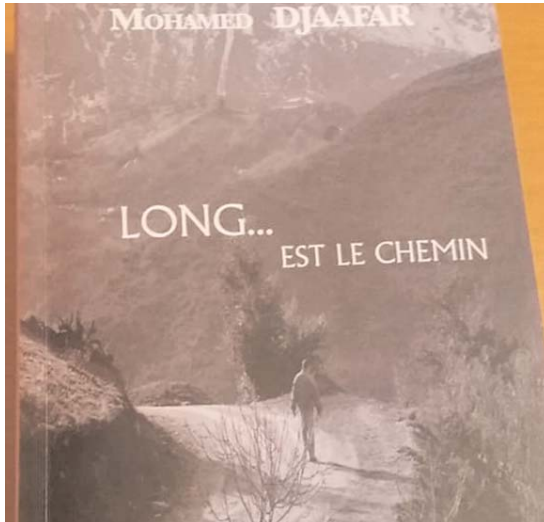
Le roman de 420 pages, publié récemment à compte d'auteur, relate des tranches de vie entrelacées de plusieurs familles luttant pour leur survie dans une bourgade imaginaire de l'Algérie, colonisée depuis un siècle.

Ce deuxième ouvrage de l'auteur plante le décor d'une région se remettant à peine des grandes campagnes militaires coloniales tout en allant, sans le savoir, au devant d'un nouveau drame et des grands chamboulements causés par la Seconde Guerre mondiale.

Dans le village de Webbane, le récit s'articule autour de la famille de Slimane, ouvrier du chemin de fer se tuant à la tâche, malgré une petite invalidité, avec la hantise de voir ses trois enfants manquer de nourriture ou de voir son aîné Bouzid abandonner l'école.

Lahlali, le frère de Slimane, obtient une autorisation pour aller travailler dans les houillères du nord de la France. Son voyage et son parcours restituent l'univers des premiers ouvriers algériens immigrés débarquant dans un pays où tout leur est étranger.

Une année avant de passer son certificat de fin d'études primaires, le jeune Bouzid devient l'écrivain public du village rédigeant des lettres aux maris, frères, et père partis travailler en



France, ce qui en fait le confident de tous les habitants du village.

Bouzid se retrouve impliqué dans une ancienne liaison amoureuse entre son oncle et Rita la gitane, dans la vie de Bariza abandonnée avec deux enfants et qui ne trouve de salut que dans la prostitution, ou encore dans la rédaction d'affiches et de messages pour les militants du Parti du peuple algérien.

Le diplôme de Bouzid se révèle être une solution aux problèmes de nombreux habitants du village, le jeune garçon est sollicité pour différents emplois et apporte une aide considérable

au foyer et à ces proches.

C'est également par Bouzid, seul personne sachant lire, que le village apprend l'arrivée de la guerre avant que le crieur public n'annonce la mobilisation générale, avant que les événements du roman ne s'enchaînent relatant la guerre, le militantisme pour l'indépendance de l'Algérie et la Révolution de Novembre vue par les villageois de Webbane.

En plus des récits qui mettent au jour une période méconnue et des «*générations oubliées*» de l'histoire «*coincées entre la colonisation et la Deuxième Guerre mondiale*», ce roman ren-



seigne sur un univers et un mode de vie ancré dans l'imaginaire collectif algérien.

«*Long...est le chemin*» plonge le lecteur dans l'habitat et le mode de vie authentique d'un village qui ne connaissait pas encore l'électricité et où l'agriculture vivrière nourrit des habitants qui comptent chacun sur un métier artisanal pour subvenir aux besoins des siens.

S'il évoque clairement les déboires de la population avec les autorités coloniales, la discrimination et l'exploitation, l'auteur a réussi à dissoudre les affres de la colonisation dans le quotidien des habitants, axe

principal du récit, tels qu'ils l'ont vécu.

Né à Bordj Bou Arreridj en 1955, Mohamed Djaafar avait suivi des études de droit à Alger avant de poursuivre son cursus en Belgique. L'auteur avait publié en 2014 son premier roman «*Les oiseaux de la nuit*».

A.S./APS

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Théâtre de Verdure Laâdi-Flici (Bd Frantz-Fanon, Alger)

Mercredi 27 juin à 20h30 :

Keral Production présente un concert rap avec Riles.

Jeudi 28 juin à 20h30 :

Concert de Tiken Jah Fakoly.

La vente des billets (prix 2 500 DA) est ouverte depuis le 2 juin à la librairie «*L'Arbre à dire*» de Sidi Yahia. Tous les jours de 11h à 19h (sauf le vendredi).

Lundi 25 juin à partir de 16h : Akli Tadjer signera son livre «*La vérité attendra l'aurore*», paru aux éditions Casbah.

Institut français d'Alger (Alger-Centre)

Mercredi 27 juin à 18h :

Dans le cadre de la semaine corse, projection du film «*Une vie violente*» de Thierry de Perreti (France, 2017), en présence du réalisateur.

Réservation : filmunevieviolente2018.alger@if-algerie.com

Basilique de Notre-Dame d'Afrique (Bologhine, Alger)

Jeudi 28 juin à 20h30 :

Concert de polyphonies corses avec le trio Soledonna (Patrizia Gattaceca, Patrizia Poli, Lidia Poli). Réservation : polyphoniescorsesstriosoledonna2018.alger@if-algerie.com

Palais de la Culture Moufidi-Zakaria (Kouba, Alger)

Jusqu'au 30 juin :

Exposition «*10 ans de prix nationaux de l'artisanat*», organisée par l'ambassade d'Espagne et l'Institut Cervantès d'Alger, en collaboration avec le ministère de la Culture à la salle Maghreb

Nicolas Vanier embarque Mélanie Doutey

Jean-Paul Rouve avec les oies sauvages

«*Donne-moi des ailes*» est le titre du nouveau film de Nicolas Vanier tourné actuellement en Camargue. L'aventurier, à la fois écrivain et réalisateur, a posé ses caméras au Grau-du-Roi avec toute son équipe. A l'affiche de son film : Jean-Paul Rouve et Mélanie Doutey qui incarnent un couple passionné par les oies sauvages. Le film sortira en octobre 2019. Passionné de nature, le réalisateur a choisi la Camargue pour décor de son prochain film. «*Donne-moi des ailes*» réunit Jean-Paul Rouve et Mélanie Doutey autour d'un scénario inspiré d'une histoire réelle.

«*Donne-moi des ailes*» raconte le combat de Christian pour sauver les espèces menacées. Pour son fils, adolescent obnubilé par les jeux vidéo, l'idée de passer des vacances avec son père en pleine nature est un cauchemar. Pourtant, père et fils vont se rapprocher autour d'un projet fou : sauver par tous les moyens des oies sauvages en voie de disparition. Commence alors un incroyable et périlleux voyage soutenu par la mère. «*Elle encourage ses deux hommes, son ex-mari et son fils, l'amour donne des ailes incroyables*», raconte la comédienne Mélanie Doutey. Sauvage et authentique,

la Camargue offre un site naturel d'exception pour le film de Nicolas Vanier. Dans le rôle de Christian, scientifique visionnaire amoureux des oies, le comédien Jean-Paul Rouve savoure son plaisir. «*J'adore quand on commence très tôt le matin, on a le lever du soleil à 6 heures et on doit tourner vite parce que c'est la nature qui décide, je trouve ça dément d'être dépendant de la nature*». «*Donne-moi des ailes*» s'inspire de la véritable histoire de Christian Moullec, l'homme-oiseau engagé dans la sauvegarde des espèces d'oiseaux en voie de disparition. Dans le film, il s'agit des oies naines d'Europe

qu'il décide d'emmener jusqu'en Norvège pour les sauver en ULM! Touché par l'action de l'ornithologue qui oeuvre depuis plus de vingt ans, Nicolas Vanier raconte cette histoire d'amour incroyable entre un homme et des oiseaux. «*Il a eu l'idée d'essayer de sauver cette espèce en voie de disparition en volant avec elles pour leur donner un nouvel itinéraire de migration afin d'éviter les fils électriques, les chasseurs, la pollution lumineuse*», précise le réalisateur. Pour les besoins du film une centaine d'oiseaux a dû être préparée. Une vingtaine seulement participe au tournage.

R.I.

Décès

Le musicien Geoffrey Oryema est mort

Le musicien d'origine ougandaise Geoffrey Oryema, compositeur avec Tonton David et Manu Katché, de la musique du film «*Un Indien dans la ville*», est décédé vendredi à Lorient à l'âge de 65 ans, a annoncé sa compagnie à la presse.

L'artiste, installé en France depuis une quarantaine d'années et qui avait obtenu la nationalité française, est décédé des suites d'un cancer, selon la même source.

Né à Soroti, l'auteur-chanteur-compositeur était le fils d'un ancien ministre de Milton Obote. Il est arrivé clandestinement en France en 1977.

Sa carrière avait été soutenue dans les années 90 par Peter Gabriel, qui lui avait fait enregistrer son premier album «*Exile*», dans ses studios Real World en Angleterre, a rappelé sa compagnie. Ses deux albums suivants avaient été enregistrés dans ce même

studio. Anglophone, il s'était mis au français et avait écrit des chansons dans cette langue, enregistrant en 1996 un duo avec Alain Souchon («*Bye bye lady Dame*»).

Il avait remporté en 1996 une Victoire de la musique alors qu'il faisait partie du groupe KOD (Manu Katché, Oryema, Tonton David) pour sa participation à la bande originale d'«*Un indien dans la ville*», film d'Hervé Palud.

R.C.



USM Alger

Driss Ghimouz, DTS des jeunes catégories

L'ENTRAÎNEUR Driss Ghimouz a été nommé Directeur technique des jeunes catégories de l'USM Alger, a annoncé jeudi soir le club de Ligue 1 Mobilis de football. «Driss Ghimouz a été installé mercredi comme Directeur technique sportif des jeunes catégories de l'USMA», ont indiqué les Rouge et Noir dans un communiqué diffusé sur leur site officiel, en précisant qu'il sera «épaulé dans sa mission» par trois membres. Il s'agit de Mustapha Aksouh, Mahieddine Meftah et Azeddine Berarma, qui était entraîneur des gardiens de but de l'équipe A pendant la saison écoulée. De son côté, le coach Mohamed Mekhazni a été nommé entraîneur de la catégorie des moins

de 21 ans, où il sera assisté de l'ancien latéral gauche du club, Tarek Ghoul. «D'autres entraîneurs, formateurs et éducateurs seront bientôt installés par la Direction technique sportive du club (DTS)», ont ajouté les Rouge et Noir, en précisant que le secrétaire de l'équipe (A) «Mohamed Briki exercera en parallèle le poste de Coordinateur sportif de l'équipe A», un poste qui était occupé par Mahieddine Meftah. Azeddine Rahim, quant à lui, a été nommé deuxième assistant de Thierry Froger à la tête de l'équipe (A), après Karim Khouda, où ils seront secondés par Lyès Benhaha, l'entraîneur des gardiens de but, et par le préparateur physique Adel Labani.

Jeux méditerranéens 2018/ Football L'EN défaite par l'Espagne

LA SÉLECTION algérienne de football (U18) s'est inclinée vendredi face à son homologue espagnole 4 à 1 (mi-temps : 4-0) au stade de Callafel, en match comptant pour la première journée des Jeux méditerranéens de Tarragone (Espagne). Dominés par des Espagnols qui jouaient devant leur public, les Algériens ont inscrit leur unique réalisation par l'entremise de l'attaquant Idir Boutrif, qui vient de rejoindre

l'équipe réserve (Primavera) de la Sampdoria de Gênes (Italie). Emmenée par Boualem Charef, directeur des équipes nationales (DEN), la sélection des U-18 jouera son deuxième match mardi face à la Macédoine à la Pobra de Mafumet. Dans les autres résultats de cette journée inaugurale, l'Italie et le Maroc se sont neutralisés (2-2) alors que la France s'est imposée face à la Turquie (1-0).

Tennis / Coupe Davis 2018 - Groupe III de la Zone Afrique (4^e journée)

L'Algérie battue par le Kenya

LA SÉLECTION algérienne de tennis s'est inclinée (3-0) face à son homologue kenyan lors de la quatrième et dernière journée de la Coupe Davis 2018, Poule (B) du Groupe III de la Zone Afrique, disputée vendredi à Nairobi (Kenya). Les matchs du simple ont été disputés par Nazim Makhlof et Mohamed Hassan, ayant perdu respectivement (6-4, 6-3) contre Sheil Kotecha et (6-3, 6-0) contre Ismael Changawa Ruwa Mzai. En double, Noujim Hakimi, le capitaine de la sélection algérienne a essayé d'injecter un peu de sang neuf, en associant Mohamed Hassan à Youcef Ghezal, mais rien n'y fit. La sélection algérienne s'est incli-

née, là-encore, (6-2, 7-5) contre le tandem kenyan, composé de Kevin Cheruiyot et Ibrahim Kibet Yego. Il s'agit de la troisième défaite pour l'Algérie, après la Namibie (3-0) et le Mozambique (2-1), contre une seule victoire, remportée mercredi lors de la deuxième journée contre l'Ouganda (2-1). Une déception pour la sélection algérienne, composée de Mohamed Hassan, Youcef Rihane, Youcef Ghezal, et Nazim Makhlof, sous la direction du capitaine Noujim Hakimi, surtout qu'elle a pris part à cette compétition avec l'objectif de se qualifier pour le Groupe II de la Zone Europe - Afrique en 2019.

Tournoi national de handball interscolaire (-13 ans) 12 équipes présentes à Tipaza

12 ÉQUIPES représentant différentes régions du pays participent au tournoi national de handball interscolaire (-13 ans) qui a débuté vendredi à Fouka (Tipaza), en hommage aux victimes du crash de l'avion militaire de Boufarik. Ce tournoi, dont le coup d'envoi a été donné par le wali, Moussa Ghellai, à la salle multisports de Fouka, est organisé en hommage aux victimes du crash de l'avion militaire de Boufarik, le 11 avril dernier, qui avait fait 257 martyrs. A cette occasion, la place publique de Fouka a vu un rassemblement où une minute de silence a été observée et la Fatiha récitée en présence des autorités de la wilaya et un grand

nombre de citoyens et de familles des victimes.

Le CR Belouizdad (Ligue 1 algérienne de football) est passé à la vitesse supérieure en matière de recrutement en s'attachant jusque-là les services de 12 joueurs en cette période d'intersaison. Le Chabab a ratissé large en recrutant Nessakh, Boussif et Saïdi (ES Sétif), Kenniche (USM Alger), Keddad (ASO Chlef), Djerar (JS Kabylie), Rabi (USM Blida), Chatal et Chelbab (USM Bel-Abbès) ainsi que Boulekhroua, Brameki et Mokrani (MC Alger). Même si les supporters ne sont pas convaincus par la qualité de ce recrutement, le club ne compte pas s'arrêter là puisque d'autres joueurs sont annoncés,

JS Kabylie

Deux renforts pour clore le recrutement

■ La direction de la JS Kabylie compte clore le recrutement dans les prochaines heures en engageant au moins deux autres joueurs choisis parmi les attaquants.



El Moudene intéresse fortement Mellal

Par Mahfoud M.

Ainsi, les responsables du club sont encore en contact avec quelques éléments susceptibles de renforcer le compartiment de l'attaque qui connaît quelques manques. Les dirigeants prospectent dans tous les sens, que ce soit la piste africaine ou la piste locale. Ainsi, la direction de la JSK est sur le joueur burundais «Fiston» qui évoluait la saison dernière au championnat irakien et serait très intéressé par une nouvelle aventure avec le club kabyle. Il aurait très séduit par l'offre des Canaris et s'est dit prêt à venir apposer sa signature au bas du contrat qui

le liera à la JSK. Il n'attend que son visa qui lui permettra de se rendre en Algérie dans les prochaines heures pour entamer les négociations avec les dirigeants kabyles. Par ailleurs, pour ce qui est de la piste locale, les responsables du club de la ville des Genêts souhaitent conclure avec le joueur du Paradou AC, El Moudene, même si un problème subsiste avec déjà le prêt de deux joueurs de ce club, ce qui ne leur permet pas d'avoir un troisième. Toutefois, les responsables de la JSK ont pris attache avec la FAF pour demander la permission d'avoir droit à un troisième prêt pour obtenir les services d'El Moudene qui était avec le MCA la saison passée.

La décision sera prise aujourd'hui, d'après des sources de la JSK qui reste confiante quant à la possibilité de trancher cette affaire. Par ailleurs, la direction du club kabyle pourrait réaliser une belle affaire dans les toutes prochaines heures en faisant signer le baroudeur du MO Béjaïa, Abdelhafid Belkacemi, qui n'est pas arrivé à un accord avec les responsables du club de la Soummam et qui devrait donc donner son accord pour rejoindre le club du Djurdjura. Le président Mellal est prêt à mettre le paquet pour faire venir ce joueur qui serait un gros renfort pour l'attaque de la JSK qui a besoin d'un vrai baroudeur.

M. M.

Sporting Lisbonne

Le club insiste pour Slimani

Le Sporting Lisbonne (Div.1 portugaise de football) espère finaliser le transfert de l'attaquant international algérien de Leicester City (Premier league anglaise) Islam Slimani avant lundi prochain, croit savoir le quotidien sportif lusitanien Record. Le président du Sporting, Bruno de Carvalho, a décidé de récupérer Slimani pour «calmer les esprits des supporters furieux, suite à la décision de plusieurs cadors de résilier leur contrat», sous le choc après avoir été agressés

au centre d'entraînement lors du précédent exercice. Le meilleur buteur en activité de l'équipe nationale (26 buts) avait déjà porté les couleurs du Sporting (2013-2016), laissant une bonne impression avec un bilan de 57 buts en 111 apparitions. En 2016, il a rejoint Leicester City, alors champion en titre, mais son expérience en Angleterre a été un échec. Les «Foxes» avaient prêté Slimani (30 ans) lors du dernier mercato d'hiver jusqu'à la fin de la saison à Newcastle où il n'a

guère brillé, totalisant 4 apparitions seulement pour 130 minutes de jeu. Outre le Sporting, le buteur des Verts est convoité également par le club chinois de Hebei Fortune, dont les possibilités financières dépassent largement celles de la formation portugaise, confrontée à une crise. Les «Socios» du Sporting tenteront de trouver une sortie de crise à leur club samedi, lors d'une assemblée générale qui pourrait voter la destitution de Bruno de Carvalho.

CR Belouizdad

Le Chabab frappe un grand coup

Le CR Belouizdad (Ligue 1 algérienne de football) est passé à la vitesse supérieure en matière de recrutement en s'attachant jusque-là les services de 12 joueurs en cette période d'intersaison. Le Chabab a ratissé large en recrutant Nessakh, Boussif et Saïdi (ES Sétif), Kenniche (USM Alger), Keddad (ASO Chlef), Djerar (JS Kabylie), Rabi (USM Blida), Chatal et Chelbab (USM Bel-Abbès) ainsi que Boulekhroua, Brameki et Mokrani (MC Alger). Même si les supporters ne sont pas convaincus par la qualité de ce recrutement, le club ne compte pas s'arrêter là puisque d'autres joueurs sont annoncés,

respectivement en faveur de la JSK et du MC Oran. L'entraîneur marocain Rachid Taoussi, un des artisans du maintien du CRB en Ligue 1, n'est pas en reste puisqu'il a décidé de claquer la porte, résiliant son contrat après avoir cédé au «chantage» du président Mohamed Bouhafs. Il a ainsi renoncé à deux mois de salaires pour aller rejoindre l'ES Sétif, en remplacement d'Abdelhak Benchikha. La direction du président Bouhafs, toujours en place, a confié la barre technique à Azeddine Aït Djoudi qui a mené le MO Béjaïa à l'accession en Ligue 1.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Ghardaïa

Quatre cas de tentatives de tricherie au Bac déjoués

QUATRE TENTATIVES de tricherie à l'examen du baccalauréat session juin 2018 ont été signalées et déjouées à Ghardaïa durant les deux premiers jours des épreuves, a-t-on appris samedi auprès de la direction de l'éducation de la wilaya.

Ces cas de tricherie ont été enregistrés dans la commune d'El-Atteuf (un dans le centre d'examen pour candidats scolaires et trois autres dans un centre d'examen pour candidats libres) où les candidats ont tenté de tricher en utilisant des smartphones, pourtant interdits dans les salles d'examen et introduits illégalement en classe, a-t-on précisé.

Les candidats ont enregistré les leçons de chaque matière d'examen dans les smartphones afin de copier à partir de ces moyens technologiques de

communication et répondre aux questions, ajoute la source.

Les mis en cause, pris en flagrant délit de tricherie lors des examens du baccalauréat, ont été disqualifiés, leurs portables confisqués comme preuve et des procès-verbaux ont été établis et feront l'objet de mesures disciplinaires à caractère pédagogique, selon la direction du secteur.

Quelque 11 349 candidats, dont plus de 47,5% de candidates, passent cette année les épreuves du Baccalauréat dans 42 centres d'examen répartis sur le territoire de la wilaya de Ghardaïa.

Selon les statistiques de la direction locale de l'éducation, le nombre des candidats libres représente, quant à lui, 48,1% de l'effectif global des candidats, soit 5 468 candidats.

M. L.

Ain Témouchent

Les restes d'un ancien canon retirés des profondeurs de la plage S'biat

LES GARDE-CÔTES de la brigade territoriale du port de Bouzadjar (wilaya de Ain Témouchent) ont retiré des eaux les restes d'un ancien canon, découverts dans les profondeurs de la plage de S'biat, relevant de la commune de Messaid, a-t-on appris samedi de ce corps constitué.

Les restes de ce canon, renfloués vendredi, se trouvent dans un état de dégradation avancé, ce qui rend difficile leur

datation, précise-t-on de même source.

Cette pièce de 1,5 mètre de long et 1,3 mètre de large est composée également d'un support d'une largeur de 40 cm et d'une seule roue large de 80 cm, ont signalé les gardes-côtes de Bouzadjar.

Ces restes seront remis aux services compétents pour les expertiser et déterminer la date exacte de la fabrication du canon.

O. N.

Mila/Près d'Oued Athmania

Deux morts et trois blessés dans une collision entre deux camions

DEUX PERSONNES ont trouvé la mort et trois autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenue samedi sur un tronçon de la route nationale 5A, dans la commune d'Oued Athmania (sud de Mila), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

L'accident s'est produit plus exactement à la mechta de Bouigour, suite à une collision entre deux camions, provoquant la mort sur place de deux personnes, âgées de 39 et de 8 ans, a précisé la même source.

Trois autres personnes, âgées entre 36 et 60 ans, ont été blessées dans ce même accident, a-t-on encore relevé de même source, indiquant que les blessés ont été acheminés par les éléments de ce corps constitué vers l'hôpital des frères Boukhecham, à Oued Athmania, après les premiers

secours prodigués sur les lieux.

Une enquête a été diligentée par les services de sécurité territoriale compétents afin de déterminer les circonstances exactes de ce drame.

H. Y.

L'examen du baccalauréat, quelle crédibilité ?



Loumis

Djalou@hotmail.com

Oran

Deux dauphins pris au piège dans un filet fantôme près des Iles Habibas

■ Deux dauphins ainsi qu'un grand nombre de poissons (thons, mérus et abadèches) ont été pris au piège d'un filet fantôme renfloué des fonds marins, non loin des Iles Habibas, à 12 km de la plage de Bousfer (Oran), a-t-on appris samedi de l'association écologique marine «Barbarous».

Par Slim O.

Deux mammifères marins ont été capturés et tués par ce filet, emporté par les courants jusqu'au Iles Habibas, a précisé à l'APS le secrétaire général de l'association, amine Chakouri.

Il a rappelé que les filets fantômes sont des équipements perdus ou rejetés en mer qui sombrent dans les fonds marins et piègent les poissons de

manière anarchique et non sélective. Ces filets mettent en danger autant la faune que la flore marine.

Une deuxième partie de ce filet, long de plus de 800 m, renflouée il y a une dizaine de jours, a été extraite des fonds marins vendredi lors d'une opération à laquelle ont pris part des plongeurs de l'association et des garde-côtes de Bouzadjar, a précisé la même source.

Cette deuxième opération a permis de récupérer la quasi-

totalité du filet, ce qui a exigé la participation d'une quinzaine de plongeurs et d'intenses efforts physiques, a-t-on souligné de même source.

Les filets fantômes représentent un danger sur la faune et la flore marine. Un projet de création d'un réseau de surveillance de ces filets a été annoncé par la direction générale de la pêche et de l'aquaculture en novembre dernier, pour limiter les dégâts occasionnés pas ces équipements.

S. O./APS

Skikda

Découverte du cadavre d'un terroriste

Le cadavre d'un individu, qui avait rallié les groupes terroristes en 1994, a été découvert vendredi par un détachement de l'Armée nationale populaire à Skikda, tandis que deux casemates pour terroristes ont

été détruites par un autre détachement dans la même wilaya, indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors d'une opéra-

tion de fouille et de recherche menée dans la localité de Koudiet Ras R'deb, commune de Tamalous, au sud-ouest de Skikda, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, le 22 juin 2018, le cadavre du terroriste Bensghir Abdennacer, alias "Abou Zakaria", qui avait rallié les groupes terroristes en 1994, alors qu'un autre détachement a découvert et détruit deux casemates pour terroristes, et ce, lors d'une opération de ratissage menée dans la zone de Oued Djenan Sahel, commune de Ain Zouit, wilaya de Skikda», précise-t-on de même source.

Dans le même contexte, un détachement combiné de l'ANP «a découvert trois pistolets mitrailleurs de type kalachnikov et six chargeurs de munitions garnis à Bordj Badji Mokhtar».

T. G.

G. Y.

Niger

2,5 tonnes de cannabis incinérées à Niamey

AU TOTAL, deux tonnes et demi de résine de cannabis d'une valeur de plus de trois milliards de francs CFA ont été incinérées vendredi par la police nigérienne en périphérie de Niamey la capitale, sous la supervision des ministres de l'Intérieur, Mohamed Bazoum, et de la Justice Morou Amadou, ont rapporté samedi des médias.

«En décidant d'incinérer une telle quantité de drogue, les hautes autorités du pays montrent leur ferme volonté de combattre le trafic sur le territoire national», a indiqué le procureur de la République, M. Chaïbou Samna, cité par l'agence de presse Chine Nouvelle.

Cette importante quantité de drogue a été sai-

sie pour rappel, le 15 juin dernier, lors d'une opération de l'Office central de lutte contre la drogue, relevant de la Police nigérienne selon la même agence de presse.

L'opération qui intervient à quelques jours de la journée internationale de lutte contre le trafic de stupéfiants célébrée le 26 juin de chaque année, a permis aussi le démantèlement d'un réseau de trafic international de stupéfiants impliquant douze personnes de différentes nationalités africaines.

Les mis en cause ont été incarcérés au sein de la prison de Koutoukalé, non loin de la capitale.